

EXAMEN
COURS D'INTRODUCTION AU DROIT
 LICENCE 3 CCA
 Madame CHAYRIGUES

QUESTIONS DE COURS (8 POINTS)

- 1- La distinction entre norme juridique et normes sociales
- 2- Le conseil constitutionnel

CAS PRATIQUE (12 points)

Candice est préparatrice de commande en CDI depuis mars 2013 au sein d'une grande entreprise de production de boîtes de conserve. Bien que le travail ne soit pas passionnant, celui-ci lui permet de mettre de l'argent de côté afin de réaliser son rêve : ouvrir une boutique de friperie !

Après trois années de travail acharné marquées par les heures supplémentaires, Candice se décide enfin à quitter son travail pour avoir sa propre affaire. Elle pose sa démission le 8 juillet 2016, espérant pouvoir ouvrir sa boutique début septembre. Cependant, son patron lui rappelle que son contrat de travail lui impose un préavis de trois mois. Bien que dépitée, Candice apprend qu'une loi répondant à des exigences d'ordre public, entrée en vigueur le 12 juin 2016, prévoit que le préavis en cas de démission est désormais de 2 mois.

Candice se demande alors si elle pourra bénéficier de cette loi ? → problème ? I

Son préavis fait, Candice s'attelle à l'ouverture prochaine de sa boutique. Pour cela, elle commande des meubles à « Villa du Monde » en s'appuyant sur les plans fournis par l'ancien propriétaire M. Rapace, lors du contrat de vente. A la réception des meubles, elle s'aperçoit que ceux-ci n'entrent pas dans le local.

Ne pouvant retourner les meubles, Candice souhaite savoir quelle action elle peut tenter contre M.

Rapace ? problème ? II

Finalement, Candice décide de changer de fond de commerce. Après plusieurs recherches, elle trouve le local idéal mais celui-ci coût un peu plus cher que le budget qu'elle s'était fixée. Elle décide donc d'emprunter la somme de 1 500€ à son frère à titre personnel. Celui-ci accepte à condition qu'elle le rembourse dans un délai de 6 mois. Le délai passé, Candice, en proie à de nombreuses difficultés financières, ne peut rembourser son frère.

Ce dernier souhaite donc savoir si, à défaut d'un règlement amiable, il pourra obtenir un jugement condamnant sa sœur au paiement de la somme due. Il souhaite par ailleurs savoir devant quel

tribunal sa demande doit être faite. → problème ? III